

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



la grande purge

M 2242 - 345 - 5 F 22 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 1981 - 11ème année - N° 345 - 5 F



l'enjeu scolaire

La guerre de l'école privée aura-t-elle lieu ? Le Président Mitterrand, Mauroy, Savary, voudraient bien l'éviter - tout en ne renonçant pas à leur projet-slogan d'un grand service public laïc unifié de l'Education, tout en étant persuadés qu'à fonds publics doit correspondre une école publique... Où cette politique nous mènera-t-elle ? Nous en sommes encore au temps des hypothèses. Elles ne sont pas séduisantes.

Avec de la modération et de l'habileté l'Etat socialiste estime qu'il lui est possible de phagocytter sans peine l'enseignement privé (essentiellement catholique). Celui-ci qui représente 18% de la population scolarisée subit en effet depuis de nombreuses années une logique d'intégration très puissante. Les écoles privées sous contrat dépendent des subventions publiques, sont soumises à un contrôle pédagogique, leur personnel enseignant qui a une condition voisine de celle des auxiliaires du secteur public quant aux salaires, lorgne de plus en plus vers les avantages qu'offrirait une «nationalisation». Il est loin le temps où les bonnes-sœurs et les prêtres formaient l'essentiel d'un corps enseignant à forte motivation «idéologique».

Mais cette apparente position de force de l'Etat socialiste est trompeuse. L'intégration poserait des problèmes importants, et tout d'abord financiers. Les nombreux jeunes enseignants recrutés dans les années 70 dans le public arrivent à des échelons de salaires plus confortables et la masse salariale de l'Education va donc être amenée à croître naturellement pendant les prochaines années. Cela est déjà difficilement acceptable en période de crise. Si on

ajoute à ce problème *structurel* une titularisation des enseignants du privé, on frôlera les limites de l'impossible. Comment alors sera résolue la question du patrimoine foncier de l'Ecole privée ? Nationalisera-t-on les bâtiments en fonction du prix du mètre carré ? Passera-t-on des contrats de location ? Avec quelles ressources nouvelles ?

LE SNI NE VEUT RIEN SAVOIR

De cela les dirigeants socialistes proches de Mitterrand sont parfaitement conscients. Mais font-ils le poids face au jusqu'au-boutisme laïc du formidable lobby FEN/SNI ? Celui-ci a pris possession du ministère, bloquant ainsi les fonctions de l'arbitrage étatique. On a beau expliquer aux membres du SNI que l'intégration ce sera pour eux l'embouteillage des carrières, et de nouveaux problèmes pédagogiques, ils ne veulent plus en démordre. Et leur position de force ne fera que s'accroître lorsque les objectifs fixés par le président de la République lui-même seront remplis (cycle fondamental unique pour tous jusqu'à 15 ans) et, suivant une logique désastreuse mais prévisible, dépassés.



de l'école de Jules Ferry à l'école patronale ?

Le problème posé par l'arrivée des socialistes au pouvoir est, qu'en matière d'éducation, il n'y a plus d'Etat. Une corporation devient toute puissante. Les dirigeants sont réduits à lancer de vibrants appels aux enseignants pour qu'ils jouent le jeu de l'innovation...

Or, pendant que nos socialistes s'apprêtent à se précipiter, sans rien résoudre des véritables problèmes, dans un piège dont nous n'avons évoqué que certains aspects, d'autres réfléchissent.

QU'EN PENSE LE PATRONAT ?

Ce n'est un secret pour personne qu'une partie du patronat «éclairé» verrait d'un bon œil la disparition de l'école privée catholique. Si les socialistes se cassent les dents, si l'épiscopat baisse les bras et renonce à sauvegarder ce secteur bien lourd pour bien peu de satisfactions peut-être, alors c'est un véritable marché de l'enseignement privé qui pourrait s'ouvrir. Pourquoi pas des écoles bien gérées dans des locaux qui ne gâchent pas des milliers de mètres carrés, des locaux que l'on pourrait utiliser à temps plein ? Pourquoi pas des professeurs travaillant plus, avec un mois de vacan-

ces par an comme tout le monde, mais recevant des salaires de cadres performants ? Pourquoi pas des entreprises versant des subventions pour avoir des élèves recevant la formation qu'elles désirent ? Pourquoi pas des écoles payées par des parents qui refusent les aléas que crée pour l'avenir de leurs enfants un trop grand mixage social ?

Ceux qui posent ces questions sont des patrons responsables faisant leur métier qui est de rechercher de nouveaux marchés. Que pourraient leur reprocher les socialistes ? Il est vrai qu'ils nous mènent sans doute à une telle pagaille dans le secteur éducatif qu'ils auraient d'autres chats à fouetter.

Tout cela n'est qu'hypothèse. L'Episcopat n'a pas encore baissé les bras, les projets patronaux sont rares et peu précis, l'Etat socialiste n'a pas encore cédé aux pressions de sa base socialiste. N'empêche, quelle énergie perdue qui serait mieux utilisée à poser le vrai problème, celui constitué par le fait que l'on peut affirmer qu'un quart des enfants passant par le système éducatif français, se retrouve, d'une manière ou d'une autre, sur le tapis.

Frédéric AIMARD

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

quelle relance pour le bâtiment

M. Roger Quilliot, ministre de l'Urbanisme et du Logement, vient d'affirmer, lors de la présentation de son budget 82 que la construction va devenir une des priorités de la bataille pour l'emploi. Il sera cependant difficile d'effacer en un an les méfaits de la politique de M. d'Ornano.

Le bâtiment est paradoxalement un des secteurs-clefs de l'économie française par le chiffre d'affaires mais aussi un des plus fragiles. Sa lente et difficile industrialisation, les phénomènes de concentration qui ont considérablement réduit le nombre d'entreprises moyennes et par là la concurrence, la chute de la demande en accession à la propriété du fait du crédit cher, ont conduit à la perte de près de 200.000 emplois en sept ans. Parallèlement une politique, qui misait d'abord sur la qualité et la réhabilitation et poussait au désengagement de l'Etat, accentuait la chute de la construction neuve qui passait en dessous des 400.000 logements réalisés par an. Enfin, le libéralisme forcené de M. d'Ornano, en introduisant la vérité des prix dans un secteur fortement touché par la crise de l'énergie, n'aura fait qu'envenimer les choses.

Le nouveau ministre a indiqué, lors d'une conférence de presse, le 3 octobre, un retournement de tendance qui semble salubre a priori. Tout d'abord un gros effort sera fait dans le domaine de la construction neuve, sans lequel toute relance est illusoire : de ce point de vue le secteur aidé par l'Etat, aussi bien en locatif qu'en

accession à la propriété, doit servir de locomotive entraînant la construction privée. Cette volonté se traduit à la fois au niveau budgétaire (augmentation de 35% des autorisations de programme et de 45% des crédits de paiement) et au niveau des objectifs par l'engagement du gouvernement à revenir vers 410.000 logements construits par an.

La dégradation de l'emploi dans le bâtiment a été cependant telle que le ministre estime que cette relance ne devrait permettre en 1982 que la stabilisation des effectifs employés. Ainsi, loin des 450.000 logements par an prévus par le programme socialistes, plusieurs années d'efforts continus seront nécessaires avant que le secteur bâtiment ne redevienne créateur d'emplois. De plus, en accession à la propriété, une hausse de la demande serait bien illusoire sans politique de crédit.

On est frappé par l'importance de l'action vers la réhabilitation (180.000 à 200.000 logements réhabilités en prévision) qui reste marquée par les priorités du régime précédent, même si l'on accentue l'amélioration des logements à destination sociale. Le caractère artisanal de ce secteur ne devrait pas permettre l'effet d'entraînement escompté.

Si la relance de la construction neuve peut seule apporter des résultats sérieux, faut-il pour autant s'accommoder de sa conséquence habituelle : l'urbanisation anarchique des périphéries et la désertification des centres, du fait en particulier du prix des terrains ? Sans proposer une politique de maîtrise des sols imaginant peut-être de nouvelles procédures plus souples en matière d'urbanisme, sans taxer l'usage de terrains en centre ville à d'autres fins que l'habitation, le nouveau ministre s'engage dans la voie d'une honnête gestion d'un système foncier gangrené par la spéculation depuis longtemps. Parallèlement à la priorité donnée à la construction neuve la mise en place d'une loi foncière inspirée par l'idée de reconquête des centres urbains permettrait en particulier une nouvelle économie du travail.

Enfin il conviendrait d'examiner comment le nouveau pouvoir va concevoir des niveaux de prises de décision décentralisés en matière de logement et d'urbanisme. Il serait vain en effet d'espérer plus de justice dans le logement, si les politiques locales continuent à être l'apanage indirect des grands profiteurs du sol et sans que les habitants ne puissent peser lourdement dans la balance. M. Quilliot qui est l'ancien sénateur-maire de Clermont-Ferrand saura peut-être donner aux élus les moyens de l'indépendance et aux usagers la parole.

J. BLANGY



FOUTRIQUET
LA LARME A L'OEIL

Triste soirée que celle de ce mardi 6 ! La mort du Président Sadate avec les images choc que la télévision nous jette à la figure, la liste d'épithètes vite épuisée de la presse écrite et le rite des condoléances des grands de ce monde. Pour nous, à l'heure de la soupe et du journal de 20 h, les Mirages repassent pour la dixième fois, fierté de l'Egypte indépendante mais pacifique, puis, les pistolets-mitrailleurs se déchaînent anéantissant le rêve d'un homme et d'un peuple. Ecoulant Bégin parler d'une paix que l'on peut traduire « d'abord sécurité d'Israël », on reste un peu mal à l'aise. Le message de Mitterrand peut sembler conventionnel. On sait qu'il est difficile de parler en pareille occasion.

Soudain le présentateur bredouille un nom qui ne nous est pas inconnu et le programme semble s'arrêter sur une image fixe. Lui ! Et dans toutes ses œuvres. Parlant d'abord de lui, de ses souvenirs avec l'ami Sadate ravalé au rang de faire-valoir, d'un voyage en Egypte que tous ont oublié mais dont il a gardé, lui, une photo de propagande qui s'étale derrière le haut du crâne.

Avec son sourire des jours des bons coups, du temps de la toute-puissance, des mensonges contre lesquels on ne pouvait rien.

Alors qu'il finit sur « l'après moi le déluge » qui conclut sa campagne de mai, on est enfin revenu de sa stupeur, on a enfin retrouvé le bouton du poste, inutile d'ailleurs, car le présentateur reparait. Le cauchemar est terminé. A peine soupçonnons-nous la télévision d'avoir voulu nous faire peur, nous montrer que si nous n'étions pas sages tout pourrait recommencer. Comme avant.

Triste mardi décidément, qui aura vu l'assassinat d'un homme courageux et la résurrection fugitive d'un fantôme.

O.M.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

nucléaire : les "oui" s'organisent

«Je dirais sans trembler que les partis classiques sont en train d'être rongés par un cancer : la diversification folle des opinions. Aux critères anciens, souvent dramatiques, qui nous séparaient en deux, quatre ou même six, viennent de s'ajouter depuis quelques années d'innombrables raisons de nous distinguer : l'Europe, l'alliance atlantique, l'écologie, la force de frappe, l'avortement, la peine de mort.» (1)

Le constat que faisait ici même Frédéric Grendel, s'est vérifié la semaine dernière lors de l'ouverture du débat sur l'énergie à l'Assemblée nationale. Les familles politiques décimées de l'opposition en furent même pour leurs frais. Quelques semaines auparavant, les leaders de ces formations dénonçaient en vrac : «l'Etat-PS, la prédominance du parti dominant, le monolithisme de l'appareil socialiste, «le pouvoir n'est ni à l'Elysée, ni à Matignon, grognaient-ils, il est rue de Solferino.»

Si l'on suivait cette analyse réductrice, c'est la ligne Quiliès qui aurait dû l'emporter, ou tout au moins un compromis entre les positions gouvernementales et celles de la forte majorité des parlementaires socialistes. Il n'en fut rien. Doit-on mettre la réussite de Mauroy au compte de la seule discipline apparente ou à celui de l'état de grâce, qui en cette occasion, ressemblerait fort à une minute de répit ?

Le débat sur l'énergie au sein du P.S. n'a jamais été réellement tranché. N'en déplaise à M. d'Ornano, qui voulait voir dans le document de Paul Quiliès (2) la doctrine officielle du Parti, la querelle du nucléaire n'a été que mise en suspens, pour des raisons sans aucun doute électorales, pendant la campagne de François Mitterrand.

Ce document n'a jamais été considéré que comme un ballon d'essai à l'intention des écologistes désorientés et la publicité qui accompagna sa publication fut des plus restreintes, même au sein du Parti.

On sait d'autre part, que les membres du CERES, et Jean-Pierre Chevènement en première ligne, aujourd'hui directement en prise avec la recherche de pointe dans le domaine nucléaire, ont tout



fait pour «saboter» ce texte, qui était déjà conçu comme un élément de compromis. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux analyses parues à la même époque dans les diverses revues du CERES.

«La ligne de fracture» entre les pro et les anti est d'ailleurs particulièrement difficile à suivre à l'intérieur de la majorité. Les adversaires se retrouvent aussi bien à l'extrême-gauche (3) que dans les rangs clairsemés des radicaux.

LE CARTEL DES OUI

Mais le retournement le plus spectaculaire vient sans doute de l'émergence d'un front des partisans de l'énergie nucléaire. Sous le septennat précédent, et bien que le président sortant ait voulu faire du développement de cette énergie d'indépendance la pièce maîtresse de son action, les partisans étaient restés muets, impuissants, laissant le terrain aux opposants.

Comme si le nucléaire ne pouvait engendrer que deux attitudes : l'une de refus total, intransigente, et l'autre de passivité ou de cynisme productiviste. Aucun des arguments positifs ne semblaient toucher une opinion publique en prise à des peurs millénaristes.

Il faut souligner à ce sujet, deux phénomènes. Premièrement le pouvoir giscardien a joué d'une autre peur : celle de l'absence d'approvisionnement en matière énergétique. Il a donné l'impression que le plan nucléaire serait mené désormais sans ménagement et sans précaution : l'argument de la nécessité ayant force de loi et excluant l'explication ou la consultation des citoyens.

Deuxièmement le nucléaire est entré de plain-pied dans la vie des citoyens -par l'image télévisuelle notamment- comme une énergie de contrainte -Creys-Malville, Plogoff- et comme une énergie froide, impalpable, mue par une technologie dont les techniciens eux-mêmes reconnaissent ne pas détenir les lois de maîtrise absolue. Ajoutez à cela un discours technocratique assez méprisant, et la psychose, qui n'avait pas de raison de se manifester objectivement, s'est développée follement.

Aujourd'hui l'opinion publique donne un net avantage au développement du nucléaire comme le signale un récent sondage. Mais il faut noter parallèlement que le nucléaire a acquis une nouvelle dimension : il est devenu un enjeu social. Ce sont les syndicats ouvriers et de techniciens (C.G.T. et même C.F.D.T.) qui les premiers, pendant l'été, ont pris le relai du discours technocratique giscardien. Ce sont les élus, manipulés ou non par les états-majors politiques, qui ont avancé l'idée que le nucléaire était créateur d'emplois dans certaines régions économiquement et humainement défavorisées.

Nul doute que cette action à la base de certains élus a pesé d'un grand poids dans les engagements de consulter les municipalités concernées par les implantations, prises publiquement par le premier ministre.

François MOULIN

(1) Frédéric Grendel -**Royaliste** 342-
(2) Paul Quiliès -**Energie** : l'autre politique- rapport du P.S.

(3) Notons, sans nous étendre, que la récente mise en minorité de Mme Bouchardeau au dernier Conseil National du P.S.U. est dû à la méfiance croissante des militants de l'extrême-gauche organisationnelle pour toute forme de soutien à un gouvernement qui a choisi la voie du nucléaire.

VU ET ENTENDU

ST ETIENNE - 9 octobre, 17 h 16 dans le hall d'accueil et de réservation de la gare de St Etienne-Châteaucreux : manifestation d'étudiants de l'Ecole des Mines.

Un Etudiant : — «Depuis le TGV, nous ne pouvons plus aller le week-end à Paris voir nos familles.»

Un autre Etudiant : — «70% du trafic ferroviaire St Etienne-Paris est représenté par le TGV avec supplément (60 F aller/retour). Les TGV sans supplément sont rares et à des horaires ne pouvant nous convenir. Les cartes d'abonnement sont hors de prix. Si nous voulons aller régulièrement à Paris, cela fait une augmentation de 300% par rapport à l'an dernier.»

Un employé SNCF : — «Les étudiants sont plus riches que les ouvriers. Si on doit vous faire des avantages, on n'a pas fini d'en faire.»

1er Etudiant : — «Nous n'avons pas de revenus, on travaille beaucoup à l'Ecole, nous n'avons pas la possibilité de gagner de l'argent.»

Une employée SNCF : — «Vous êtes tous des fils de riches, puisque vous êtes parisiens, faites vos études à Paris.»

2ème Etudiant : — «Ce n'est pas notre faute si l'Ecole des Mines est à St Etienne. Avec votre raisonnement, les fils d'ouvriers ne pourront jamais faire d'études.»

L'Employé SNCF : — «Les fils d'ouvriers stéphanois font leurs études à St Etienne et n'ont pas besoin du TGV.»

MORALE : Le T.G.V. n'est ni pour les étudiants, ni pour les ouvriers, mais peut-être est-il réservé aux anciens élèves de l'Ecole des Mines.

NAR - St ETIENNE

PARIS - 12 octobre, 13 h 15, place des Victoires. Deux piétons sur la place. Une R 5 s'arrête devant eux.

L'Automobiliste : — «La rue Hérol ?»

1er Piéton : — «Heu, c'est dans le quartier, mais où ... ?»

L'Automobiliste : — «Le Matin de Paris.»

1er Piéton : — «Ah, oui c'est vrai, première à droite ...»

2ème Piéton : — «T'as vu c'était Elkabach, qu'est-ce qui va faire au «Matin» ?»

MORALITÉ : Faut-il vraiment parler de moralité ?

Un piéton de la NAR

Un bon point pour le gouvernement socialiste. Dans «Royaliste» 334, Arnaud Fabre dénonçait, sous le couvert de l'ACDA (action concertée pour le développement de l'Afrique), création personnelle de Giscard associant la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, le Canada et les Etats-Unis, l'abandon à ces derniers de l'amélioration sanitaire en Afrique noire, aux dépens de la présence, mais aussi de l'expérience françaises, dans ce domaine. Jean-Pierre Cot, ministre de la coopération et du développement avait dénoncé, le 15 septembre, «l'application tout à fait scandaleuse de cet accord» ainsi que «l'idée d'instituer des chefs de file» dans les différents secteurs dont s'occupe l'ACDA. Et, malgré les pressions américaines, le gouvernement français vient d'obtenir une modification radicale de l'accord.

Ainsi la notion de «chef de file» est abandonnée. En outre c'est un esprit nouveau qui animera désormais l'ACDA, qui, à cet effet, changera même de nom : une véritable liaison avec les Africains sera recherchée, et peut-être aussi l'accroissement du nombre de pays industriels participant. Parallèlement la France va redéfinir et moderniser son aide sanitaire propre en Afrique noire en cherchant à aller toujours plus loin dans la voie de la coopération avec les pays concernés.

A.T.

Les médias ne se sont pas fait faute d'insister sur le premier désaccord entre le gouvernement Mauroy et les députés socialistes au sujet du projet de loi sur «les conditions d'entrée et de séjour des immigrés en France». Et de leur expulsion. Et voilà encore l'éternelle question de la démocratie formelle : du parti ou du gouvernement issu, qui gouverne réellement ? Sous l'«ancien régime» la question était quelque peu diluée : d'une part l'ex-Majorité était composée de plusieurs factions se comportant en frères ennemis; d'autre part Giscard n'était pas l'homme d'un parti politique traditionnel (style P.S. précisément) mais l'agent de la haute finance. Aujourd'hui le P.S. suffit, et largement, à permettre au gouvernement Mauroy de n'être pas inquiété, ni sur sa gauche, ni sur sa droite. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il soit revenu au Bureau exécutif du P.S. de trancher : par dessus les députés. Mais cela n'est pas conforme à l'esprit de la Constitution et est gros de menaces pour l'indépendance de l'Etat.

A.T.

sadate: quelles conséquences ?

Avec l'assassinat du Président Sadate ce sont de profondes modifications qui risquent de s'opérer au Proche-Orient et de remettre en cause le processus de paix issu des accords de Camp David.

Le régime égyptien avait révélé son impuissance en faisant arrêter au début septembre plus de mille cinq cent personnes soit la quasi totalité de l'opposition, de la gauche et des nassériens jusqu'aux frères musulmans. La politique de Sadate n'avait donné que peu de résultats au regard des espérances mises en elle. En matière de politique étrangère, la paix conclue avec Israël est dans une impasse en raison de l'intransigeance de Menahem Begin sur la question palestinienne, pierre angulaire de toute paix véritable au Proche Orient. Malgré la récupération presque totale du Sinaï, Sadate mis au banc des accusés pour la paix séparé n'a même pas pu se réconcilier avec les plus modérés des Etats arabes.

De plus, en matière économique et sociale, il a pratiqué une ouverture (infatih) de son pays au commerce international et favorisé un capitalisme sauvage par des importations superflues, au bénéfice d'une minorité qui étalait sa richesse de façon insolente aux yeux d'une population qui devait

se contenter du strict minimum.

Au cours des dernières années, le Président Sadate avait tenté de se concilier l'opposition religieuse en opérant une révolution islamique rampante, selon l'esprit du Coran alors que les frères musulmans entendent suivre le Coran à la lettre. C'est ainsi qu'en mai 1980 un amendement constitutionnel vint faire de l'Islam la religion d'Etat et instaura l'obligation de faire de la loi musulmane «la source fondamentale de la législation». Cela ne suffisait pas à favoriser l'émergence d'un Islam moderne et tolérant nécessaire dans un pays qui compte 10 à 15% de Coptes (chrétiens arabophones).

Ce que les opposants et certains pays arabes ne lui ont pas pardonné c'est son alignement complet sur les Etats-Unis qui n'ont vu dans l'Egypte du Président Sadate qu'un pion dans leur stratégie anti-soviétique au Proche-Orient. Mais surtout Sadate s'est trompé sur la nature de la volonté de paix des Israéliens. Sa reconnaissance officielle de l'exis-

tence de l'Etat d'Israël par son voyage à Jérusalem en novembre 1977 n'a pas eu les contreparties qu'il était en droit d'attendre par exemple une reconnaissance mutuelle de l'Organisation de Libération de la Palestine et de l'Etat d'Israël. Voilà qui tend à confirmer l'opinion selon laquelle Menahem Begin ne veut que gagner du temps afin de perpétuer la colonisation de la Cisjordanie et la rendre irréversible. Quant au problème palestinien la guerre au Liban constitue un abcès de fixation qui permet à Israël de résoudre cette question au détriment des Libanais.

Il est fort probable que le successeur du Président Sadate, Hosni Moubarak, ne puisse poursuivre la même politique de paix à moins qu'Israël ne fasse une importante concession. Cela n'est possible que si les Etats-Unis exercent des pressions en ce sens. Sinon il ne resterait à l'Egypte qu'à mettre fin aux accords de Camp-David et à refaire l'unité du monde arabe contre Israël. Claude Cheysson a déclaré qu'il y avait, avec la mort de Sadate une possibilité de «rapprochement au sein de la nation arabe», condition nécessaire pour pouvoir envisager une paix globale au Proche-Orient. On veut espérer qu'il ne s'agit pas seulement de contrebalancer la présence de Mitterrand aux obsèques du président assassiné par des déclarations rassurantes pour les pays arabes. On voudrait espérer que la France saura jouer de son influence pour que cette chance pour la paix ne dérape pas.

Philippe LABARRIERE



le p.c. malade du stalinisme

L'affaire Fizbin replace le Parti communiste dans la pleine actualité, au moment où celui-ci entre dans la phase active de la préparation de son 24ème congrès. Il nous a paru important de faire le point sur le proche passé et sur la situation présente du Parti qui après avoir subi une grave défaite électorale participe désormais au gouvernement de la France. Aussi avons-nous demandé à Philippe Robrieux -dont trois ouvrages sur le Parti communiste font autorité- de bien vouloir répondre une nouvelle fois à nos questions.

● **Royaliste** : Le second tome de votre livre sur l'histoire intérieure du P.C.F. vient de paraître. Il porte sur la période 1945/1972. Qu'est-ce qui fait selon vous l'originalité de cette période : le long isolement politique du P.C.F., son impossible déstalinisation ?

Philippe Robrieux : L'histoire politique ne me semble pas être le plus important, les différentes oscillations du P.C.F. entre 1945 et 1972, de la participation au gouvernement de Gaulle à la signature du Programme commun, en passant par la guerre froide ne sont pas l'essentiel pour bien comprendre le P.C.F. Il faut se situer à l'intérieur de l'édifice. Il faut saisir que le P.C.F. constitue une combinaison entre des hommes comme les autres avec leurs élans, leur générosité, leurs faiblesses et leurs passions, dans un Parti pas comme les autres. Des passions comprimées, des hommes comme les autres dans un parti pas comme les autres, voilà ce qui fait l'originalité profonde du P.C.F.

● **Royaliste** : Au cours de la période 45-72, le P.C.F. va-t-il ou non connaître une période d'expansion ?

P.R. : Si l'on considère le nombre des adhérents et l'influence électorale du parti il est évident qu'il régresse. On passe en effet d'environ 500.000 adhérents en 1945 à probablement moins de 200.000 en 1972, et d'un peu moins de 29% des voix aux législatives de 1946 à un peu plus de 21% aux présidentielles de 1969. 1946, c'est l'apogée du P.C.F. mais pas seulement sur le plan électoral et militant : voyez l'attitude qu'exerce le P.C.F. sur l'intelligentsia, elle est considérable à cette époque. Mais pour un parti

de type stalinien, l'influence électorale, le nombre des adhésions sont des données, importantes certes, mais pas primordiales. Ce qui importe avant tout c'est l'appareil, le nombre des professionnels dont dispose le parti. Si l'on en croit certaines sources de police que j'estime, sur ce point précis, crédibles, avant les années de compression, en 1948-49 le parti communiste compte 30.000 professionnels. Mais il faut également tenir compte de l'influence du parti sur ce que Gramsci appelle la société civile, c'est à dire les médias, l'université, l'appareil étatique. A cette époque, cette influence est importante mais aussi constante. Elle ira de nouveau croissant de 72 à 78, ainsi d'ailleurs que le nombre de professionnels que compte le parti qui dépassera, selon toute vraisemblance et tout compris, les 40.000. Mais la débâcle électorale du P.C.F. en mai et juin dernier a marqué un net recul de l'influence du Parti sur les médias et peut-être même sur une grande partie de la société civile, le nombre des membres de l'appareil semble avoir connu un tassement et ce depuis l'été 77,

BIBLIOGRAPHIE DE PHILIPPE ROBRIEUX

- Maurice Thorez, vie secrète et vie publique. Ed. Fayard 1975. Prix franco 79 F.
- Notre génération communiste. Ed. R. Laffont. 1977. Prix franco : 49 F.
- Les grands goals de l'histoire. Ed. Ramsay - 1979. Prix franco : 62 F.
- Histoire intérieure du Parti communiste (1920 - 1945). Ed. Fayard - 1980 - Prix franco 100 F.
- Histoire intérieure du Parti communiste (1945 - 1972). Ed. Fayard - 1981 - Prix franco 100 F. Commandes au journal accompagnées de leur règlement à l'ordre de « Royaliste ».

date où Georges Marchais a décidé d'enterrer la politique d'union. Vous voyez donc que 1972 a marqué pour le P.C.F. le début d'une nouvelle phase d'expansion, qui devait d'ailleurs s'interrompre en 1978. D'où la coupure choisie pour ce qui est de mon livre.

● **Royaliste** : Puisque vous évoquez le personnage de Georges Marchais et la rupture de 1977, croyez-vous que la signature du Programme commun ait été imposée au secrétaire-général-adjoint qu'il était alors ?

P.R. : Resituez-vous dans le contexte. Georges Marchais en juin 1972 est déjà, en fait sinon en droit, le maître incontesté des communistes et se trouve donc à la tête d'un parti de type stalinien. Précisons ce que j'entends par parti de type stalinien : non pas un parti qui approuve tout ce que Staline a dit ou fait, mais un parti où les structures et les mécanismes de décision sont semblables à celles et à ceux qui furent greffés sur le parti bolchevik par Staline. Je ne dis pas cela pour dédouanner totalement Lénine, mais pour rétablir une vérité historique. Depuis Staline l'appareil doit donc une parfaite soumission au chef du parti, le droit de critiquer le secrétaire général ou à défaut, dans le cas qui nous intéresse, celui qui en tient lieu autrement dit Marchais, n'existe pas pour les « permanents ».

● **Royaliste** : Doit-on conclure que l'entreprise Fizbin est voué à l'échec ?

P.R. : Si l'on s'en tient au court terme dans le raisonnement, certainement. Pourtant il y a un fait nouveau. Depuis la Libération, les différentes oppositions qui ont vu le jour mettaient en scène une ou deux grandes figures du Parti et des militants bénévoles; mais elles ne touchaient pas l'appareil. Or dans la pétition lancée par Fizbin, sur 250 signatures on trouve au moins 30 signatures de professionnels du Parti et sur les 30 militants qui viennent d'être exclus une bonne douzaine d'entre eux le sont aussi. Sur 40.000 c'est très peu; mais ce n'est pas si négligeable et pour s'en rendre bien compte il faut là encore se plonger dans la vie intérieure du Parti.

Certaines attitudes, certaines croyances régissent les actions des membres de l'appareil, ils savent qu'ils ne doivent pas contester la direction du parti et son secrétaire général sinon c'est le licenciement sans préavis, sans indemnité, et donc la perte de leur métier. Ils se trouvent en quelque sorte dans la situation d'un cadre d'une entreprise capitaliste qui a 50 ans se voit menacé de licenciement; vous imaginez facilement leurs angoisses. Et puis il y a l'aspect quasi religieux du problème, au fond de chaque permanent subsiste encore quelque chose du militant idéalis-

te de sa jeunesse pour qui aucun salut n'existe hors du Parti, incarnation de la classe ouvrière et qui est personnifié par le secrétaire général. D'autre part les tendances, les élections libres, n'existent pas dans l'appareil du P.C., la règle de l'unanimité étant en vigueur, le cadre de l'appareil ne peut savoir ce que ses semblables pensent au fond d'eux-mêmes et il en vient à la conclusion, très souvent, qu'il vaut mieux se taire et ne pas contester. L'observateur extérieur croit que plus l'on monte dans la hiérarchie communiste plus les décisions sont l'objet de discussion âpres, d'où le secret dont on les entoure. C'est faux, on se contente en fait, tant au bureau politique qu'au Comité central, d'entériner les décisions du secrétaire général.



Quand Marchais, début août 1977, annonce au bureau politique qu'il a décidé de renoncer à la politique d'union avec le P.S., les membres du « B.P. » restent stupéfaits, mais aucun n'ose protester. Il y a bien sûr des discussions à la base, dans les cellules ou dans les conférences de sections, parce que les militants bénévoles y jouent un rôle important, mais dans les hautes sphères du P.C.F. on ne discute pas. Là, quand on discute, c'est qu'il y a une crise, et crise grave. L'affaire Fizbin témoigne qu'il y a en fait un malaise sourd à l'intérieur du Parti.

● **Royaliste** : Ce système que vous décrivez n'explique-t-il pas que le P.C.F. et son secrétaire général aient été incapables de saisir l'esprit de la Vème République et l'importance de l'élection présidentielle dans la vie politique et ce d'ailleurs à l'inverse de François Mitterrand ?

P.R. : Assurément. Comment voulez-vous demander à un parti où règne la règle de l'unanimité, à des hommes d'appareil qui doivent leur position au « béni-où-ouisme », de comprendre les mu-

tations sociales et politiques du pays. C'est impossible. Ce système qui règne depuis soixante ans au P.C.F. l'handicape terriblement. Le militant de base, lui, peut plus facilement, parce qu'il est plongé dans la vie de tous les jours, s'ouvrir aux réalités du monde extérieur et c'est ce qui fait que le Parti communiste est un «parti

çais ont été formés à Moscou, que les deux partis puisent dans le même fonds de croyance pour déboucher sur des visions du monde qui sont voisines, et si vous négligez l'aide financière que le P.C.U.S. apporte au P.C.F., et si, enfin, vous essayez de dissenter sur les raisons de la politique du P.C.F. en vous basant exclusivement sur

tes, intellectuels, magistrats qui sont fascinés par le Parti et prêts à toutes les concessions à son égard.

● **Royaliste : Justement, le Parti n'est-il pas en train de les perdre ?**

P.R. : Ce n'est pas certain. Regardez les chroniques journalistiques, elles nous montrent qu'il y a encore beaucoup de gens qui, comme je le disais tout à l'heure, sans lui être liés organiquement sont pourtant bien complaisants avec lui. C'est à la fois un phénomène de fascination mais aussi de génération. Tout ceci nous ramène encore à cette idée : on ne peut comprendre vraiment le communisme que si l'on saisit parfaitement bien les tenants et aboutissants de sa vie intérieure. Si on ne fait pas cet effort, si on essaye pas de comprendre comment fonctionne un comité central, comment le secrétaire général contrôle l'appareil à l'aide de la section des cadres et grâce à l'idéologie de l'«esprit de parti», ou encore la mentalité des sous-marins, comme la direction les déplace, et enfin si on interprète tout à travers le jeu des mécanismes et de la guerre subversive sans prendre en compte la dimension humaine et militante, le facteur de religiosité et le jeu de l'évolution des êtres on ne voit pas qu'il y a du mou dans les ressorts depuis le XXème congrès.

Le mouvement international est travaillé en tous sens par des tendances centrifuges et, depuis l'affaire Fizbin, une fissure est apparue dans le monolithisme de l'appareil du P.C.F. D'où la volonté de resserrer les boulons qui est celle de Georges Marchais, d'où les exclusions présentes et à venir qui suivront également de nombreuses et discrètes mises à l'écart.

● **Royaliste : Puisque nous avons abordé le problème des sous-marins et des relations du P.C. avec le monde extérieur, qu'en est-il de la C.G.T. ? Peut-on dire qu'elle a été mise sous la botte du P.C., et qu'il y a là aussi depuis un certain temps du mou dans les ressorts ?**

R.P. : Je n'aime pas l'expression «sous la botte» qui ne rend pas compte de la complexité des choses. Il y a en effet dans la C.G.T. de nombreux non-communistes ce qui n'a pas été sans poser des problèmes. Il faut considérer aussi la personnalité du secrétaire général de la C.G.T. Il est évident que Benoît Frachon, après le XXème congrès, s'est efforcé de rendre la C.G.T. plus autonome. Néanmoins, on ne peut nier que, depuis 1945, la politique générale de la C.G.T. a été décidée par le secrétariat du P.C.F. Voyez la façon dont a été imposé à la C.G.T., Séguéy compris, le ralliement à Marchais pour les présidentielles, au prix d'ailleurs d'un effondrement de la C.G.T. aux élections

professionnelles. Georges Séguéy ne s'y est pas résolu de bonne grâce et je pense que son départ de la direction de la C.G.T. en est la conséquence. Il n'est en effet jamais permis à un professionnel du parti de laisser percer un quelconque désaccord avec le secrétaire général. Quant aux raisons de santé invoquées, elle me laissent sceptique : quand cela est nécessaire, on sait passer par dessus. Marchais est plus âgé que Séguéy et a déjà été victime d'un infarctus. Je n'ai pas entendu dire qu'il doive quitter prochainement la direction du P.C.F. !

● **Royaliste : Il y a eu l'affaire de Vitry, celle de Dammarie-les-Lys. Récemment Arnaud Fabre s'est vu répondre à la Fête de l'Humanité que Fizbin et Ellenstein tentait d'introduire le trouble chez les militants parcequ'ils étaient juifs. Y a-t-il une tradition raciste et antisémite au P.C.F. ?**

Un mois et demi avant les élections présidentielles, Philippe Robrieux déclarait à «Royaliste» : «Georges Marchais va se retrouver avec un score entre 15 et 17% des voix, ce sera le plus mauvais résultat enregistré depuis la Libération.» (Royaliste 333 - 5 mars 1981).

Le 26 avril Georges Marchais a recueilli 15,34% des suffrages exprimés. Depuis 45 ans le Parti communiste n'avait pas atteint un résultat aussi faible.

P.R. : Le militant communiste qui a tenu ces propos à Arnaud Fabre est un cas particulier. Mais il y a une tradition antisémite au Parti, c'est Staline. N'oubliez pas l'affaire des blouses blanches et le procès Slansky, à partir de ce moment là, en se cachant derrière le paravent de la dénonciation du sionisme, le parti a pendant plusieurs années écarté nombre de juifs de l'appareil et surtout des hautes responsabilités, car telles étaient les directives de Moscou. D'abord aujourd'hui il s'agirait plutôt de pression car je ne pense pas que le P.C. prenne directement ses ordres de Moscou, il se situe dans une mouvance de stratégie générale. Ensuite, pour en revenir à l'antisémitisme, j'ai été en 1960 critiqué par un des responsables de l'école centrale du Parti parce que dans la sélection d'étudiants que nous avions faite pour suivre des cours dans les locaux de l'école il y avait trop de juifs. Entendons-nous bien, je ne crois pas à l'antisémitisme de la direction d'aujourd'hui, pas d'avantage à celui des communistes, par contre je crois qu'il y a des traces du passé, et qu'il y a eu une tendance antisémite larvée, dissimulée, à l'époque de Staline.

propos recueillis
par Jean-Marie Tissier

Henri Fizbin
(ci-dessous)
et Philippe
Robrieux
(à droite)



passoire». Mais nous l'avons déjà vu, le secrétaire général joue un rôle décisif. C'est lui qui prend toutes les décisions importantes, sa personnalité compte donc beaucoup. Or Marchais est intellectuellement le plus faible des secrétaires généraux qu'a connus le P.C. : c'est un homme qui ne lit jamais un livre et qui ne peut donc, de ce fait, avoir la culture humaniste d'un homme comme François Mitterrand, et cela le paralyse. C'est un homme qui passait avant les élections plus de temps à se faire faire des photos d'homme d'Etat qu'à examiner les problèmes du pays. C'est un homme qui se prenait pour un grand leader populaire et qui pensait faire au moins 20% aux élections d'avril 81. Marchais est donc un homme très limité. Si pour comprendre le communisme français vous ne faites pas l'effort d'examiner les mécanismes de sa vie intérieure et si vous décidez de ne pas tenir compte de ce qu'il veut seulement bien vous montrer vous tomberez dans l'erreur.

De même lorsque vous examinez les relations P.C.F. et P.C.U.S. si vous faites abstraction du fond idéologique commun, du fait que nombre de cadres du parti fran-

des facteurs hexagonaux, vous risquez fort de vous tromper là encore totalement.

● **Royaliste : Pensez-vous, comme le dit la droite, que le P.C.F. va tenter de noyauter les ministères dont certains de ses membres sont les responsables, en y introduisant à différents niveaux des hommes tout dévoués à la cause du P.C., et créer ainsi un danger pour la démocratie ?**

P.R. : Je ne crois pas que ce danger existe actuellement, il est possible que les communistes tentent de noyauter, pour employer votre expression, les ministères dont ils ont la responsabilité, à leur manière, mais aussi comme tant d'autres partis avant eux. D'autre part, François Mitterrand me semble trop fin stratège pour ne pas avoir introduit cette éventualité dans ses calculs. Le danger que représente le P.C.F., si danger il y a, n'est pas là. Il réside dans ce que j'appellerai sa flotte sous-marine, ces hommes qui sont introduits à des postes importants de l'Etat giscardien, gaullien ou autre, et qui lui sont liés sans l'être organiquement. C'est là un héritage de Staline. Il y a aussi les compagnons de route, journalis-

une informatique au service de l'homme

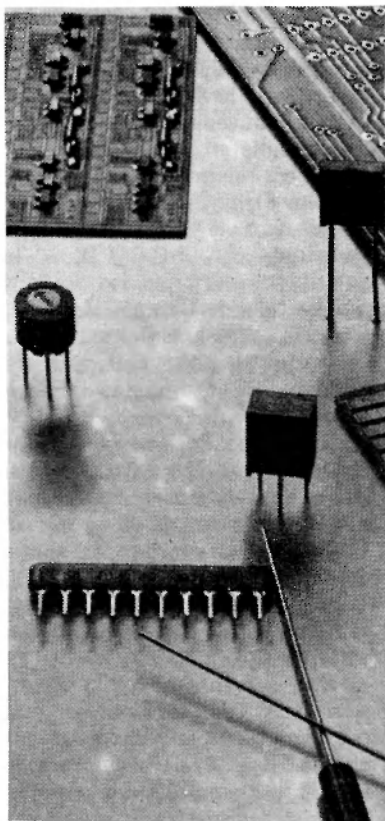
L'ordinateur devient chaque jour plus petit, meilleur marché et plus facile à utiliser. Dans ces conditions son essor généralisé, à la maison comme au bureau, semble inéluctable. Faut-il s'en réjouir ou s'en inquiéter ? Pour Bruno Lussato -informaticien professeur au CNAM- cela dépendra de notre capacité à opter pour une informatique décentralisée à taille humaine.

Pour préserver leur chiffre d'affaires, accuse B. Lussato (1), les constructeurs d'ordinateurs -IBM en tête- ont préféré produire des machines toujours plus grandes, plutôt que de faire profiter leurs clients de la baisse régulière du coût des composants depuis vingt ans. Ces machines aux capacités immenses nécessitent qu'on leur fournisse une somme considérable de calculs à effectuer. D'où la nécessité de grouper les utilisateurs autour d'une même machine et d'imposer aux entreprises une structure très centralisée. Les projets télématiques lancés après la publication du rapport Nora/Minc, qui visent à relier l'utilisateur à l'ordinateur par un simple câble téléphonique poursuivent le même but : étendre à l'échelle nationale les structures centralisatrices d'une «méga-informatique» technologiquement dépassée et dangereuse pour les citoyens.

Bruno Lussato nous énumère à l'envie les risques de cette informatique centralisée : la panne qui détruit une multitude d'informations, l'erreur humaine due à l'excessive complexité de la programmation, le piratage et la fraude électronique (notamment en matière d'informatique bancaire) et d'une façon générale tous les parasitages qui peuvent affecter des systèmes atteints de gigantisme. Mais qu'elle est la solution ?

B. Lussato nous l'indique : c'est l'usage intelligent des matériels les plus récents et qui se caractérisent tous par une taille très réduite, un prix très bas (entre 4.000 F et 60.000 F) et une grande simplicité d'emploi qui les rend accessible au non-informaticien. Comme leur capacité de traitement sont cependant importantes, ces «micro-ordinateurs» peuvent concurrencer les ordinateurs traditionnels dans bien des cas. Ils ont l'avantage de ne dépendre de personne d'autre que de leur utilisateur et d'être à la même dimension que l'homme. Meilleure protection des données (qui ne relève

que de la protection que vous exercez personnellement et non de l'illusoire secret d'une banque de données centrale), meilleure adaptation du traitement à chaque cas particulier, meilleure prise en compte de l'initiative personnelle, voilà, d'après B. Lussato, les grands avantages de ces petites machines. Cette utilisation individuelle de la microinformatique, dite «privatique» apparaît donc à l'auteur comme la meilleure manière de mettre l'informatique au service de l'homme.



Mais malheureusement, la «privatique» n'a pas que des amis. Bruno Lussato s'étend à plusieurs reprises sur la coalition des constructeurs (dont IBM, toujours elle) et des informaticiens pour qui la méga-informatique complexe est l'assurance d'une «rente de situation» (puisqu'ils sont indispensables à son fonctionnement). On peut ajouter l'Administration jacobine qui trouve, dans des projets type télématique, un

puissant moyen pour tenir en main les rênes de la nation. Face à cette cabale, la microinformatique n'a rien d'autre pour se défendre -outre la plume virulente de B. Lussato- que le fait qu'elle peut devenir rentable pour les entreprises. B. Lussato estime en effet, en suivant les idées de François Dalle (PDG de l'Oréal) que la microinformatique peut permettre une «détaylorisation» des structures des entreprises; le travail serait ainsi réparti en petites unités autonomes capables (grâce aux possibilités de programmation des micro-ordinateurs) de réaliser une production polyvalente se rapprochant du processus artisanal, sans jamais cesser d'être économiquement viables.

L'enjeu évoqué est donc de taille : défense des libertés individuelles, personnalisation des services marchands, remise en cause du processus industriel, amélioration sensible des rapports du travailleur avec son travail. On notera, au passage, certaines réminiscences de la grande utopie schrébérienne de la «société informatique» évoquée dans son best-seller «le Défi Mondial» (la similitude de titre n'est pas fortuite). La cause défendue par B. Lussato a le grand intérêt de mettre l'accent sur les valeurs d'initiative, de décentralisation et d'humanisation du progrès. On peut cependant être réservé sur le prophétisme culturalo-scientifique (un peu similaire à celui d'A. Toffler) qui ressort de la lecture du «Défi Informatique» et relever sans se tromper un manichéisme évident dans cette lutte à mort que mène -sous le regard de l'auteur- les fragiles micro-ordinateurs contre les grands systèmes informatiques. Pourtant, cet ouvrage est celui d'un technicien, revenu de ses illusions de jeunesse pour mieux se persuader que c'est l'homme qui fera du progrès technique le meilleur ou le pire. C'est un de ces lieux communs que l'on ne répétera jamais assez, surtout quand il est argumenté -comme dans ce livre- avec clarté et conviction.

Bertrand WARUSFEL

(1) Bruno Lussato - **Le Défi informatique** - Ed. Fayard, prix franco 67 F

FRAGMENTS D'UNE VIE

Dans les années trente alors que la montée conjointe du fascisme et du stalinisme annonçait des périls prochains, des hommes venant des horizons les plus divers, du marxisme au surréalisme, de l'Action française à l'anarchisme, cherchèrent à échapper aux poncifs de l'époque en dénonçant les erreurs du capitalisme et les déviations du communisme. On les appela les «non-conformistes des années trente». Un des leaders de cette constellation de petites revues marginales, Robert Aron, fonda le mouvement «Ordre Nouveau» qui allait donner naissance au personnalisme. Ce mouvement voulait mettre les institutions au service de la personnalité. Et au grand étonnement d'Aron, de nombreuses idées d'Ordre Nouveau seront reprises en mai 68. Néanmoins Aron a une fâcheuse tendance à croire que toutes les idées neuves depuis la Libération proviennent d'Ordre Nouveau. Entre autre le fédéralisme, la décentralisation, l'indépendance des pays d'outre-mer, l'autogestion.

H.B.

Robert Aron -Fragments d'une vie- Ed. Plon.

PARIBAS

L'analyse des groupes a longtemps été négligée par la science économique. Il faut donc féliciter M. M'hamed Sagou de publier «l'anatomie d'une puissance financière» - en l'occurrence le groupe Paribas qui vient d'être nationalisé. Il va sans dire que le livre est austère, mais d'une grande utilité pour qui veut comprendre ce qui est en jeu.

Après avoir analysé le pouvoir des groupes financiers dans le capitalisme moderne, l'auteur se livre à une étude très précise de la structure de Paribas et de sa puissance économique et financière. Etudiant l'emprise des groupes sur la politique industrielle, M'hamed Sagou montre clairement l'abdication de l'Etat devant le capitalisme financier. Dès lors, comment douter de la nécessité des nationalisations ?

B.R.

M'hamed Sagou -Paribas, anatomie d'une puissance- Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

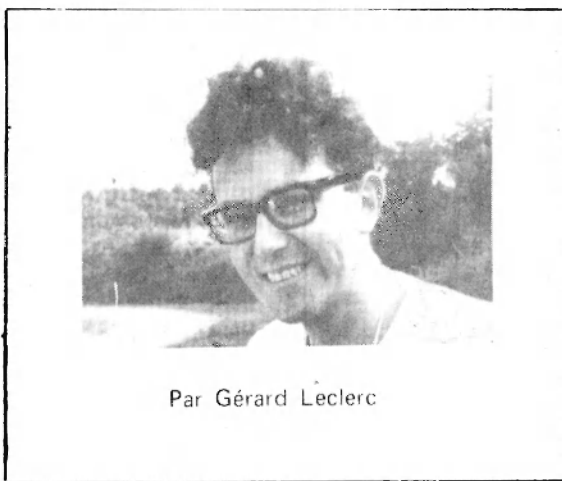
Jean-Louis Missika et Dominique Wolton font partie de cette génération de 68 qui tint Raymond Aron pour parfait réactionnaire, et le traita comme ces mandarins honnis dont on voulait sinon la peau, du moins l'effacement. Treize ans après, les voilà interrogeant le mandarin sur son itinéraire intellectuel, avec une visible sympathie. Ce n'est pas étonnant. Quels que soient nos itinéraires intellectuels, quels qu'aient été nos désaccords parfois violents avec lui, Raymond Aron s'est toujours imposé à un moment ou l'autre de nos vies comme interlocuteur privilégié, médiateur obligé d'une part de la culture moderne. Citoyens de la société industrielle, il nous a tous initiés à un moment ou à un autre à Tocqueville, à Marx, à Max Weber. Militants, il constituait pourtant notre parfaite antithèse.

«Rationaliste» rigoureux, positiviste de méthode, il a toujours eu le génie de préserver sa dialectique de tout appel à l'empire des passions. Sa pensée est parfaitement lisse, elle ne cherche qu'à atteindre les circonvolutions de la raison, et persuader le lecteur par l'invincibilité de sa démarche, le caractère rigoureux de ses arguments. Il paraîtrait probablement du dernier mauvais goût à cet homme courtois d'entreprendre de toucher son interlocuteur par des appels au cœur. Ses seules séductions ne visent que l'intelligence. Cela ne veut pas dire d'ailleurs qu'il soit insensible ou même en deça ou au delà des passions. Raymond Aron a la pudeur de ses sentiments, il a la passion de l'intelligence. Il souffre de l'hostilité et certaines attaques le mettent mal à l'aise. Dans ses entretiens avec Missika et Wolton, il marque parfois quelques mouvements d'humeur aussitôt réprimés. De toute évidence il n'aime pas la discussion qui glisse aux arguments ad hominem ou trop subjectifs. J'ai eu l'occasion moi-même de m'en apercevoir lors d'un entretien pour *Le Quotidien de Paris*. C'est sans doute que cette prétendue froideur cache un homme qui se connaît trop pour céder à la pente. Il y a là une belle ascèse intellectuelle en même temps que le désir de maintenir serein le climat où s'épanouit la pensée.

J'avoue que cette sérénité me fait problème. J'en vois les avantages incomparables, je ne suis pas sûr qu'ils soient absolument décisifs. Raymond Aron lui-même alimente ma perplexité. Il connaît trop l'histoire, il a suffisamment étudié la démarche historique pour croire à un jugement qui serait infaillible en politique, pour déterminer l'avenir. De là sa distinction entre la politique de Raison qui se croit ridiculement maîtresse des événements et celle de l'entendement qui consiste «à naviguer au mieux, au plus serré». Mais ce caractère incertain, hasardeux et multiple de l'histoire redonne droit de cité aux jugements de valeur et à l'affirmation d'une *virtus* politique qui devient en définitive l'essentiel. Ainsi, il ne suffit pas d'être *spectateur*, il faut être *engagé*. Aron a voulu être l'un et l'autre, tout en reconnaissant que par goût et par choix il était plutôt observateur que militant (malgré sa présence à Londres auprès de de Gaulle et son bref passage au R.P.F.).

Le danger est évidemment que l'engagement n'aveugle l'observation ou la réforme. C'est le premier reproche que Raymond Aron adresse aux intellectuels de gauche : «Ils préfèrent une

un spectateur engagé



Par Gérard Leclerc

idéologie, c'est-à-dire une représentation plus ou moins littéraire de la société souhaitable plutôt que d'étudier le fonctionnement d'une économie définie, le fonctionnement d'une économie libérale, le fonctionnement d'un régime parlementaire, et ainsi de suite.» Un autre reproche encore plus décisif est le refus d'envisager toute action concrète et de répondre aux questions précises des hommes de gouvernement : si vous étiez à notre place, que feriez-vous ? Mais les intellectuels ou les militants ainsi visés pourraient répliquer que l'assurance du spectateur engagé qu'est Raymond Aron tient à un postulat : le bien-fondé de la société industrielle libérale pour le progrès nécessaire et l'impossibilité absolue d'en vouloir une autre sous peine de régression ou catastrophe.

Ce postulat admis, il n'y a pas de motif raisonnable d'être plus observateur qu'engagé, puisque l'engagement découle rigoureusement de l'observation de ce type de société. Le jugement de valeur n'est pas hypertrophié par rapport au jugement de réalité. D'ailleurs la recherche des valeurs morales n'occupera pas plus de temps qu'il ne faut. La vérité et la liberté ayant été posées comme finalités de cette société, il n'y a pas lieu de développer trop avant une réflexion téléologique. «*C'est pas l'analyse des sociétés modernes que j'essaie de justifier le libéralisme politique et intellectuel. Montesquieu a déjà justifié le libéralisme par l'analyse sociologique, Alexis de Tocqueville lui aussi et Max Weber aussi. Dans la mesure où je me réclame des trois, à partir de l'étude des sociétés économiques modernes, je vois quels sont les dangers qui résultent de la concentration de tous les pouvoirs dans un parti unique. Je cherche alors les conditions économiques et sociales qui donnent une chance à la survie du pluralisme, c'est-à-dire du libéralisme à la fois politique et intellectuel.*»

L'empirisme n'est pas une mauvaise démarche en politique. Bainville avec qui Aron a quelques affinités n'était pas très loin de cette analyse qui est le meilleur contrepoids à l'idéologie. Mais l'absence de philosophie propre à la liberté me gêne un peu. J'apprécie certes les avantages du pluralisme mais je perçois des dommages certains à une sorte d'indifférentisme politique aux valeurs. Mes appréhensions ne sont pas purement théoriques. Lors de l'entretien que Raymond Aron avait donné au *Quotidien de Paris* à la veille des élections présidentielles sur le bilan moral du giscardisme, nous avons longuement discuté des rapports de la morale et de la législation. Pour lui, la législation ne pouvait qu'épouser l'état des mœurs. L'autorité politique, quelle que soit sa couleur idéologique, ne pouvait rien à l'évolution des mœurs. Sauf à l'entériner et à lui donner un coup d'accélérateur. C'était là une évidence sensible au sociologue : «*A partir du moment où le fait est conforme à la loi, le jugement moral se transforme progressivement.*»

Mais dans ces conditions, la majeure est donc fautive. L'Etat n'est pas sans influence sur les mœurs. Ce simple exemple est à mon sens révélateur de l'ambiguïté profonde d'un libéralisme fondé sur une approche sociologique. Reposant sur le postulat que la société qu'il analyse est la seule convenable, qu'il n'y a pas d'autre civilisation moderne qu'industrielle, il avalise du même coup la totalité des modes de fonctionnement qui leur sont inhérents. La peur du messianisme des sociétés totalitaires rend ce libéralisme absolument confiant dans le pragmatisme d'une société de production, sans voir que ce pragmatisme n'est pas aussi innocent qu'il le croit, pas plus qu'il n'est délié de rapport avec la métaphysique. Mais pour mener plus avant la discussion il faudrait invoquer Nietzsche et Heidegger par delà Tocqueville et Max Weber.

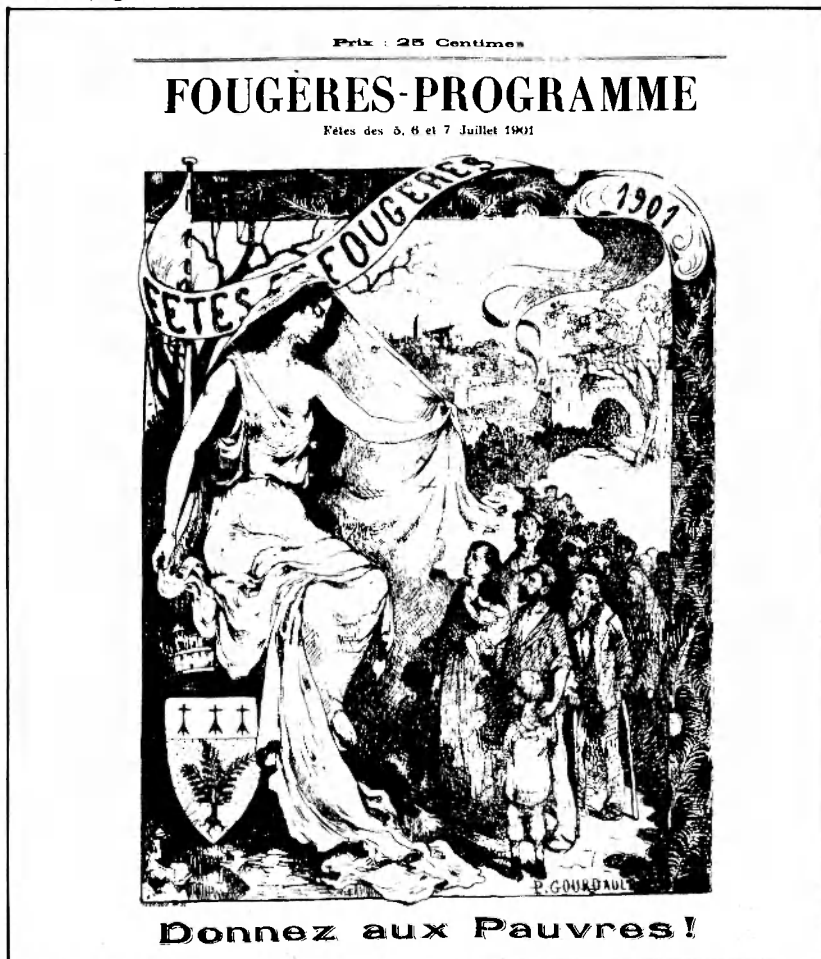
Voilà ce qui fait que je ne puis totalement faire mienne la pensée de Raymond Aron, malgré tout ce dont je lui suis redevable et malgré les indéniables qualités que je reconnais à l'homme et au politique. Il est tout de même agréable de suivre un récit historique qui rejette le manichéisme et sait rendre justice aux uns et aux autres. L'intolérance, l'exagération, et l'esprit partisan sont les travers que rejette avec le plus de détermination, l'auteur de *L'Opium des intellectuels*. Ce climat est reposant pour les nerfs, d'autant qu'il n'y a pas beaucoup d'oasis de ce genre dans l'intelligentsia. Le malheur c'est que ce parfait honnête homme, ce juste, soit aussi le défenseur inconditionnel d'une civilisation qui porte en elle-même sa contradiction. Dans un monde nihiliste, la liberté sur fond d'abandon n'a plus rien de raisonnable. Il est dommage qu'un homme aussi avisé ne se soit pas rendu compte des limites du monde libéral. C'est sans doute que, trop raisonnable, il lui était difficile d'admettre que cette société était plus encore fille du désir que de la raison.

Gérard LECLERC

Raymond Aron - *Le spectateur engagé* - entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton (Julliard). Prix franco 74 F. Ce livre donne l'intégralité des entretiens dont la télévision a donné des extraits.

la vérité du théâtre

Aujourd'hui, le théâtre est de plus en plus indiscernable. Il ne demeure au mieux, dans ce que l'on nous propose sous ce vocable, que des apparences, des approches de théâtre. Dans des lieux bizarres qui tiennent davantage de l'arrière-boutique que du lieu théâtral, nous ne rencontrons neuf fois sur dix que le néant, l'innommable. Mais de temps en temps, un éclair jaillit dans la grisaille.



Le signifiant nous récompense de tant d'insignifiances endurées. Et c'est ce qui nous garde disponible pour la quête de la vérité théâtrale.

Cette vérité, ou ce que nous nommons ainsi, quelle est-elle ? N'est-ce pas tout simplement l'idée faite chair par l'entremise du verbe soutenu ou appuyé par le geste, la lumière, l'image et le son ?

A Fougères, depuis cinq ans, Michel Philippe et tous ceux qui l'entourent à quelque poste que ce soit, retrouvent peut-être sans toujours en avoir conscience le théâtre tel qu'en lui-même.

A partir de cette méthode d'animation qu'est le « Livre Vivant » - dont Jean Nazet et Michel Philippe furent les instigateurs dans les années 50 - ils recréent chaque année dans l'espace d'un lieu - qu'il soit de plein air (le château de Fougères de 1977 à 1979 ou le Couvent des Urbanistes en 1980) ou clos (le Centre Culturel Polyvalent cette année) la pensée et la parole d'un écrivain.

La première caractéristique de cette démarche est que l'auteur

choisi n'est pas un auteur théâtral. Et qu'il en est parfois fort éloigné, Jean Guéhenno honoré cette année étant la meilleure illustration de ce constat. A partir du ou des livres retenus, Michel Philippe découpe, choisit, assemble et bâtit une œuvre nouvelle. Mais une œuvre devenue théâtrale. Et sans que son concepteur y introduise un seul mot de son cru.

La deuxième caractéristique du « Livre Vivant » a trait à l'interprétation. Pas ou peu de professionnels; ni d'amateurs au sens où on l'entend habituellement. Imaginez une conjonction d'individualités représentatives de toutes les catégories sociales : des fonctionnaires, des employés, des ouvriers, des enseignants, des lycéens, des mères de famille, des enfants. Et tous sont bien présents, vivent, recréent le livre et ses personnages. Comme en un jeu, car, eux, ils jouent véritablement sans se préoccuper de faire des effets,

d'être plus en valeur que le partenaire. Simplement pour le bonheur d'être là, malgré les difficultés des répétitions assumées après les journées de travail; le bonheur de sortir du quotidien, de participer à la fête théâtrale. Le mot est lâché, et il n'y a pas moyen d'y échapper : c'est du théâtre que nous avons là, aussi authentique que les tragédies grecques ou les mystères du Moyen Âge. Et le spectateur n'en revient pas d'avoir devant lui cette « culture populaire » dont on parle tant mais qu'on voit si rarement. Il est conquis comme l'était, en cette soirée du 5 septembre, André Henry, ministre du Temps libre, venu constater ce qu'était ce « Livre Vivant » qu'il subventionne cette année. Et qu'il subventionnera les années suivantes, il l'a affirmé et il n'y a aucune raison de douter de sa bonne volonté.

Mais les subventions suffisent-elles ? Nous ne l'avons jamais cru pour notre part. Et ici, l'inquiétude se mêle à l'espoir. Celle de constater que les journaux les plus proches du nouveau Pouvoir n'en ont pas parlé ou si peu. Dans « L'Humanité » et « L'Humanité-dimanche » : rien. Dans « Le Nouvel Observateur », quelques lignes d'un journaliste plus conscient que sa direction de l'importance de l'événement. Seul, « Le Matin de Paris » a fait un effort encore que modeste. Et pourtant, l'auteur choisi était Jean Guéhenno qui n'est pas de notre sensibilité, et nous sommes d'autant plus à l'aise pour exprimer notre étonnement devant l'indifférence de son apparente famille de pensée.

Mais les gouvernements, même socialistes, passent et l'espoir doit supplanter l'inquiétude. Parce qu'il existe, grâce à l'entêtement de Michel Philippe et de son équipe, un esprit « Livre Vivant ». Un besoin a été créé, et on voit mal comment l'expérience si bien amorcée pourrait s'interrompre sans laisser une grande amertume dans le cœur de tous ceux, à Fougères, dont la vie est enrichie chaque année par cette aventure qu'est le Festival du Livre Vivant. Ceux qui en sont les instigateurs, les participants, ne sont plus maîtres d'interrompre le chemin ainsi tracé, et qu'il leur faudra bien suivre quelles que soient les difficultés de parcours.

Pierre LIMOUSI

Pour ceux qui voudraient en savoir davantage sur l'action du « Livre Vivant » et la soutenir, ils peuvent écrire à « l'Association Nationale pour le Livre Vivant », 27, rue de l'Yser 35300 Fougères.

d'en marge

11 Octobre - Il est irritant que ce gouvernement ménage la chèvre ouvrière et le chou patronal, - ou si l'on préfère le chou ouvrier et la chèvre patronale. Je sens l'imposture. Un ministre inquiet : un ministre rassure. On taxe, on détaxe, on surtaxe; trois pas en avant sur le capital, deux en arrière : qui veut quoi ? Qui au gouvernement décide quoi ? Je vois bien qu'on y voudrait tout ensemble l'égalité et l'abondance, la justice du socialisme et le dynamisme de son contraire, le pouvoir aux syndicats et l'audace du patron, la responsabilité de l'un et l'irresponsabilité des autres. Imposture ! A ce petit jeu, le gouvernement n'ira pas loin; mais l'économie risque de descendre quelques étages. Barre n'était que Barre : un professeur prétentieux. Mais du moins savait-il ce qu'il voulait. Du moins avait-il une politique cohérente. Une politique cohérente peut être une mauvaise politique. Une politique incohérente ne fait jamais une bonne politique.

Si j'en crois « Le Monde », on cherche ici à « rassurer les milieux d'affaires qui hésitent à investir » et là à « convaincre les Français que d'une façon générale les réformes fiscales actuellement à l'étude ne les concernent pas puisqu'elles toucheront seulement une petite poignée de contribuables très fortunés ». Imposture ! Les milieux d'affaires que l'on rassure et les contribuables très fortunés que l'on impose, j'ai idée que ce sont les deux points du même tissu que l'on flatte et que l'on froisse. J'aurais aimé qu'un gouvernement socialiste engagé une partie plus résolue; plus risquée aussi. Ou le socialisme est une révolution et il est susceptible de me retenir. Ou le socialisme n'est qu'un désordre théâtral parlementaire et idéologique et je le vomis. Ou le socialisme nous purge du bourgeoisisme, ou il n'est qu'une autre forme de l'économisme.

18 Octobre - Le langage ne fait pas seulement ce qu'il veut dire. Il lui arrive de révéler au-delà de ce qu'il veut dire. M. Peyrefitte, du temps qu'il était ministre, parlait de « casser l'agressivité de l'homme ». Est-ce qu'on casse quoi que ce soit d'un homme ? Remplacer la peine de mort par une peine incompressible, c'eût été l'enfer j'imagine. La vie n'appartient pas aux autres, l'espoir non plus. J'en connais un qui a retrouvé la foi le jour où il a compris que Dieu s'était, par amour pour la liberté de l'homme, privé de la facilité de punir. Dieu ne punit pas : mais Peyrefitte, qui est immortel aussi, allait punir pour la seule éternité dont l'homme dispose, sa vie. Je ne connais qu'un châtement sans pardon, sans retour, qu'un enfermement définitif : le temps. C'est bien assez. Qu'il se referme sur Peyrefitte !

Gilles HAUBERVILLE

● SOUSCRIPTION POUR L'OFFSET

Il y a un mois, nous vous annoncions que nous avions acheté cet été une machine à imprimer offset afin d'accroître nos possibilités d'impression tout en faisant des économies substantielles. Cet achat a été possible grâce aux prêts que quelques amis, alertés en plein été, nous ont consenti.

Nous avons ouvert une souscription afin de les rembourser au mois de décembre, comme cela a été prévu.

Aussi il nous faut réunir, avant la fin du mois de novembre, une somme de 40.000 F. C'est à nos lecteurs et amis que nous demandons, par leurs souscriptions, de nous aider à tenir nos engagements. Déjà un certain nombre d'entre eux nous ont fait parvenir leur participation. Que les autres n'attendent pas plus pour nous envoyer leurs dons à l'ordre de «Royaliste», CCP Paris 18104 06 N en précisant «pour la souscription».

● **TOULOUSE et la région.** Bertrand Renouvin sera à Toulouse pour une réunion d'information et d'organisation le 27 novembre au soir. Toutes les personnes soucieuses de participer à la propagande de la N.A.R. dans la région sont priées de prendre contact avec nous (en écrivant au journal) avant cette date.

● **ETUDIANTS** - Le responsable de notre collectif étudiant a adressé à tous les étudiants, militants ou sympathisants de la N.A.R., un questionnaire afin de pouvoir mieux organiser la rentrée universitaire. Que ceux d'entre vous qui ne l'aurait pas reçu, prennent contact, en écrivant au journal, dès aujourd'hui.

enquête (1)

royaliste et ses lecteurs

En juin dernier nous lançons une grande enquête auprès de nos lecteurs pour les mieux connaître. Les réponses que nous avons reçues ont été très nombreuses et nous permettent aujourd'hui, l'enquête étant dépouillée, de commencer la publication de ses résultats.

Une foule de renseignements et d'enseignements peuvent être tirés de cette enquête. Tout d'abord il est possible de dégager un portrait «physique» de nos lecteurs c'est que nous ferons aujourd'hui.

QUI A REPONDU ?

Cette enquête concernait tous les lecteurs de Royaliste quelque soit leur degré d'attachement à la N.A.R.

Ont répondu à l'enquête :
— 31% des abonnés au journal
— 10% des lecteurs au numéro
— soit 25% de l'ensemble de nos lecteurs.

Pourcentage très important (un lecteur sur quatre) qui nous permet d'affirmer que l'enquête est bien représentative de nos lecteurs. Néanmoins les résultats seront plus significatifs en ce qui concerne les abonnés que pour les lecteurs au numéro.

PORTRAIT PHYSIQUE

Tranches d'âge

moins de 25 ans : 19,8%
de 25 à 34 ans : 32,1%
de 35 à 44 ans : 16,7%
de 45 à 59 ans : 18%
60 ans et plus : 13,5%

Situation de famille

Célibataires : 46%
Mariés : 54%

Nombre moyen d'enfants pour les mariés : 2,6.

Professions :

— Lycéens ou étudiants : 15%
— Enseignants : 10,7%
— Fonctionnaires : 9,7%
— Ouvriers, paysans, artisans : 9,3%
— Commerçant : 8,6%
— Professions médicales ou juridiques : 7,9%
— Retraités : 7,5%
— Employés de bureau : 7,1%
— Ingénieurs : 5,7%
— Presse et média : 4,6%
— Cadres du privé : 4,3%
— Chômeurs : 3,5%
— Divers : 6,1%

Le public de Royaliste est jeune (un lecteur sur deux a moins de 35 ans) mais la classe d'âge de beaucoup la plus représentée est celle des 25-35 ans. Les autres classes d'âge sont sensiblement égales entre elles. La forte proportion de célibataires s'explique sans doute par l'importance du nombre des moins de 25 ans.

(à suivre)

● SECTIONS OU CORRESPONDANTS

— RHONE : NAR, B.P. 4345 - 69241 Lyon Cedex 4.
— MAINE et LOIRE : NAR, B.P. 253 - 49002 Angers Cedex.
— PYRENNÉES ATLANTIQUES - HAUTES-PYRENNÉES : JJ Boisse-rolle - Le Hameau de Luy - Cidex 03 A - 64121 Serres-Castet.

● REIMS - Dîner débat

Le vendredi 23 octobre à 20 h avec Bertrand RENOUVIN sur le thème : «La gauche au pouvoir : espoir ou illusions ?». Inscription et renseignement en écrivant le plus rapidement possible à N.A.R. 32, Bd Diancourt 51100 Reims.

● PARIS - Mercredis de la NAR

Les réunions ont repris tous les mercredis à 20 h. Le programme complet des conférences du trimestre sera envoyé sur simple demande.

○ Mercredi 4 novembre : Denis CLAIR, fondateur et animateur de RADIO-PARIS viendra parler des radios libres.

● RADIO-PARIS

La nouvelle radio privée «Radio-Paris» émet maintenant tous les jours, de 7 h du matin à 2 heures du matin sur 102 MHz (modulation de fréquence). Rappelons que Bertrand Renouvin y dispose d'une émission hebdomadaire d'une demi-heure au cours de laquelle il s'entretient avec une personne de son choix. Ses premiers invités ont été Jean Duchesne, animateur de la revue «Communio», René-Victor Pilhes, l'auteur de «l'imprécatore», Roger Pannequin, ancien membre du Comité Central du P.C.F.

Radio-Paris est audible sur Paris et la proche banlieue et nous invitons nos lecteurs à l'écouter et à découvrir une radio «pas comme les autres». Pour connaître les programmes et notamment les heures de passage de B. Renouvin, téléphonez au 526.64.01.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

EDITORIAL

Cent jours font un chiffre rond. Le

nouveau pouvoir
jugé sur un
les vacances
publiées
de

NOTE A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

OBJET : "Nouvelle citoyenneté"

BR/FA

Monsieur le Premier Ministre,

Lorsque vous avez annoncé votre "Révolution tranquille" et posé le principe d'une "nouvelle citoyenneté", nous avons été satisfaits parce que ces formules étaient les nôtres depuis longtemps.

Or vos déclarations à l'Assemblée pendant le débat sur l'énergie nous laissent perplexes. Bien entendu, nous approuvons la participation des communes et des régions aux choix nucléaires. Mais, si notre mémoire est bonne, le gouvernement avait annoncé un "grand débat". Nous pensions qu'il aurait lieu dans l'ensemble du pays et que les citoyens seraient largement informés par les représentants de toutes les thèses en présence. Nous n'avons eu que des joutes parlementaires, après que tout ait été réglé, de façon quelque peu autoritaire, au sein du groupe socialiste. Est-ce cela la nouvelle citoyenneté, qui fait de nous les spectateurs des débats de la classe politique ?

Nous avons espéré autre chose. Nous confions volontiers au Pouvoir le soin de la diplomatie, de la défense et des grands arbitrages, encore que nous ayons le droit de nous révolter si la justice n'est pas respectée, et l'indépendance compromise. Mais pour ce qui touche à son mode de vie, admettez que le peuple a le droit de trancher les questions. Seriez-vous hostile à la procédure du référendum ?

Si la nouvelle citoyenneté ne crée pas un nouveau dialogue entre le peuple et le pouvoir, elle ne sera qu'un mot vide de sens. J'ajoute que ce dialogue demande des citoyens nouveaux. Il est bon de décentraliser. Mais il serait inutile de donner des pouvoirs aux communes et aux régions si nous devons retrouver dans leurs instances les mêmes professionnels de la politique, militants ou clients des partis parisiens, obéissant aux consignes du pouvoir ou suivant celles de l'opposition. La "Révolution tranquille", M. le Premier Ministre, doit empêcher la centralisation partisane et le système des féodalités politiciennes ou elle ne sera rien.

S'il est vrai que l'imagination est enfin au pouvoir, faites-en la démonstration. Il est possible d'instituer un nouveau mode de représentation populaire, parallèle à l'autre, par lequel le peuple désignerait, hors de toute considération partisane, celles et ceux qui auraient pour mission de dire, librement, ce qu'il refuse et ce qu'il veut. La France y gagnerait, parce que la participation de tous aux décisions renforcerait le sentiment d'appartenance à la communauté; le Pouvoir y trouverait, avant ses arbitrages, une information meilleure que celle donnée par les partis; et les institutions décentralisées recevront un sang neuf lorsque ces nouveaux représentants opteront, au terme de leur mandat, pour les responsabilités locales.

J'espère que cette note vous sera utile et je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à mes sentiments de respectueuse considération,

Bertrand Renuvin

Bertrand RENOUVIN

e écon
ne, voir
gement
chi tou
.. D'un
est rest
D'autr
devoit
res de
e, tout
cole et
in pro
neure
néces-
sique
cen-

ne
été
ous
de
des
de
ois
lo-
ve-
tre
ux
est
nt
ée
es
ar
-

groupe de
fets. Mais seule une révolution politique

en quelques mois, les consé-
quences des erreurs accumulées pendant
sept ans. Il n'empêche que, depuis le 10

ou l'autre camp.

.../...